

**Communiqué de presse**  
Pour diffusion immédiate  
Le 18 mai 2021

## **Le CS3R appelle le Canada à faire pression sur le gouvernement colombien**

**Trois-Rivières - Depuis le 28 avril 2021, les citoyennes et citoyens colombiens ont pris pacifiquement la rue pour dénoncer une réforme fiscale, alors que le pays souffre d'une économie grandement affaiblie par la crise sanitaire mais surtout par une corruption endémique. Ce mouvement, démocratique, est violemment réprimé par le gouvernement du président Ivan Duque. Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières souhaite rappeler au Canada ses obligations morales de condamner les actions du gouvernement colombien.**

C'est une réforme fiscale proposée par le gouvernement colombien qui a mis le feu aux poudres. Proposant de taxer les services publics et d'augmenter les impôts d'une grande partie de la classe moyenne, cette réforme a rapidement été considérée comme injuste, dans un pays où la pauvreté est grandissante.

Malgré le retrait de la proposition de loi et la démission du ministre des Finances, la population colombienne, poussée à bout par des années de corruption au cœur du pouvoir colombien et d'une politique économique qui nuit au bien-être du plus grand nombre, maintient sa mobilisation face à la répression policière meurtrière. A l'instar du Chili il y a un peu plus d'un an, la population colombienne rejette légitimement le modèle de développement néolibéral imposé par les institutions internationales. C'était notamment pour plaire à ces dernières que cette réforme fiscale a vu le jour.

Ainsi, en 2015, le Fonds monétaire international (FMI) ne tarissait pas d'éloge sur l'économie du pays, qui connaissait alors une forte croissance, « parmi les plus élevées d'Amérique latine ». Une croissance qui bénéficiait certes à une oligarchie, mais pas au reste de la population. En 2018, selon la Banque mondiale, les 10% les plus riches de la population détenaient presque 40% des richesses du pays.

Face à des manifestations pacifiques provenant des syndicats, de mouvements autochtones et de citoyennes et citoyens, le gouvernement colombien a fait le choix de la violence et de la militarisation. Pour mater ce mouvement démocratique, le président Ivan Duque a employé la force et la répression, en déployant l'armée dans certaines villes du pays, comme Cali, devenue l'épicentre des manifestations et de la répression. A date, on compte plus de 40 morts, 1500 blessés et des centaines de disparus.

Le Canada entretient des liens économiques et commerciaux forts avec la Colombie. Les deux pays ont signé un accord bilatéral de libre-échange en 2011, permettant notamment une expansion du commerce et des investissements entre les deux pays. Des négociations sont également en cours entre le Canada et les pays de l'Alliance du Pacifique, dont la Colombie fait partie, pour un éventuel accord de libre-échange.

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) rappelle que le gouvernement canadien, en vertu de

ses liens économiques étroits avec la Colombie, a l'obligation morale de faire pression sur les autorités colombiennes pour qu'elles respectent les droits humains du peuple colombien, et notamment le droit de manifester pacifiquement. *« C'est un véritable scénario de guerre civile qui se passe actuellement en Colombie. L'État utilise la force et des stratégies militaires pour faire taire le peuple colombien. Des méthodes qui n'ont pas lieu d'être dans un État démocratique. »* commente Javier Escamilla, originaire de Colombie et agent de développement au CS3R.

- 30 -

**Pour toute information complémentaire ou pour une entrevue :**

Javier A. Escamilla H.  
Artiste et médiateur culturel  
Agent de développement  
Comité de Solidarité/Trois-Rivières  
819 373-2598, poste 319  
Javier.escamilla@cs3r.org